

Présentation

Bernard Bernier et Mikhael Elbaz

Volume 2, numéro 1, 1978

Minorités ethniques nationalismes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/000870ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/000870ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bernier, B. & Elbaz, M. (1978). Présentation. *Anthropologie et Sociétés*, 2(1), 1-14. <https://doi.org/10.7202/000870ar>

PRÉSENTATION

Bernard Bernier
Mikhael Elbaz



L'Etat capitaliste fonctionne à la nation.

Poulantzas 1978

Ethnicity has become more salient because it can combine an interest with an affective tie.

Bell 1975

The fact is that the new nationalisms... represent a detour on the way to revolution.

Nairn 1977

La résurgence des mouvements d'autonomie régionale ou d'indépendance nationale dans les pays capitalistes "avancés" constitue l'un des faits politiques les plus marquants de la dernière décennie. Contredisant les affirmations optimistes mais sans fondements des apologistes qui, sur la base de l'économie mondiale, prédisaient l'avènement prochain d'un monde capitaliste sans frontières nationales, les nationalités et les minorités nationales réclament l'indépendance ou à tout le moins une plus grande autonomie. Cette tendance est apparue aussi bien en Europe qu'en Amérique, et tant dans les régions "périphériques" que dans les régions fortement industrialisées, comme le démontrent les mouvements breton, basque, catalan, écossais et gallois, la forte poussée nationaliste au Québec, les guerres civiles en Irlande et au Moyen-Orient, l'apparition d'organisations politiques sur une base ethnique ou raciale aux Etats-Unis, en Afrique du Sud et en Israël, et enfin la lutte des autochtones d'Amérique du Nord pour leurs droits.

Ces divers conflits et mouvements qui ont forcé les spécialistes des sciences sociales à reposer plus systématiquement les questions de l'ethnicité, du régionalisme et du nationalisme, ont suscité de nombreux débats théoriques et politiques. Le présent numéro s'inscrit à l'intérieur de ces débats. Pour des raisons évidentes, c'est-à-dire l'ampleur du sujet, l'hétérogénéité des articles, cette publication ne peut que couvrir très partiellement ce champ d'étude. Cependant, nous espérons qu'elle contribuera à la clarification des difficultés posées par les tendances contradictoires à l'internationalisation du capital et au maintien des frontières nationales.

Ces problèmes ont eu une grande importance avant l'époque actuelle. En effet, la "question irlandaise" et le problème racial aux Etats-Unis datent du XVIIe siècle, la question nationale québécoise a eu son origine dans la

conquête de la Nouvelle-France par les Britanniques en 1760. Les problèmes régionaux en France, en Espagne et en Grande-Bretagne relèvent de la constitution de ces Etats-nations entre le XIVe et le XVIIe siècle et des inégalités économiques régionales que le développement du capitalisme a entraînées.

Historiquement, c'est le capitalisme qui est à la base du nationalisme et des conflits ethniques dans leurs formes modernes. Le nationalisme est apparu au moment où des transformations importantes sont survenues dans l'économie de marché. En effet, le développement du commerce a entraîné des contradictions importantes notamment celle entre le cadre politique étriqué des fiefs et la nécessité d'un marché plus vaste et unifié. Ces contradictions ont mené à la crise du féodalisme. Elles ont aussi forcé la bourgeoisie montante et certaines fractions de la noblesse à collaborer dans l'effort de contrôle d'un territoire plus grand pour y faciliter les échanges marchands. Cette période d'éclatement politique et économique du fief aboutit à une nouvelle entité sociale qu'on appellera l'Etat-nation. La fondation de l'Etat-nation, processus politique, a donc été liée de près aux intérêts de la bourgeoisie mercantile même si c'est l'aristocratie, voulant protéger sa position, qui l'a effectuée. L'émergence d'un marché étendu a permis une forte accumulation du capital ainsi que la "libération" des serfs, qui éventuellement, permettra la transformation des paysans en main-d'oeuvre sans attaches.

Par ailleurs, la construction de chaque Etat-nation avec des frontières imprécises ou non définitives a occasionné des conflits avec les autres Etats-nations comme le démontrent les nombreuses guerres du XVe au XVIIe siècle. Chaque nation a alors tenté de légitimer sa propre existence et son droit à l'expansion territoriale par l'utilisation d'une idéologie d'inclusion nationale. De plus, la centralisation étatique et la clôture des espaces nationaux ont été accompagnées de l'imposition plus ou moins systématique d'une langue et de coutumes particulières, et par extension de l'infériorisation des cultures dites "régionales". L'unification nationale et les tentatives d'éradication des régionalismes ont aussi été accompagnées d'une répartition très inégale des activités productives dans l'espace national.

Parallèlement s'est développé le marché international, groupant d'abord les diverses régions d'Europe. Dès le XVe siècle, des spécialisations régionales, bases du développement inégal, s'y étaient établies. Par ailleurs, le développement du commerce métropolitain a été largement dépendant de l'expansion européenne vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, expansion financée par la monarchie et dont profitera la bourgeoisie. En effet, les colonies furent établies dans le but de maximiser l'accumulation en métropole. Elles devaient donc servir, tout d'abord par la traite et le pillage, à l'accumulation primitive, facilitant ainsi la reproduction élargie du capital. La division internationale inégale du travail qui apparaît dès cette époque va modeler les rapports sociaux. En effet, alors qu'en Europe occidentale, la

division du travail capitaliste en gestation implique la dissolution des rapports féodaux, c'est-à-dire, entre autres, la libération des serfs de tout lien territorial, personnel et juridique pré-capitaliste, à la périphérie, les modalités de l'accumulation primitive vont nécessiter des formes différentes d'exploitation et des soumission de producteurs directs, comme par exemple le servage et l'esclavage proto-capitalistes. Les conséquences de ce développement inégal seront d'une part, en Europe, les tentatives d'homogénéisation spatiale et culturelle et d'autre part à la périphérie, l'hétérogénéité des rapports sociaux de production et la désarticulation économique. Par ailleurs, l'implantation de colonies de peuplement a nécessité la prise de possession de territoires déjà occupés, donc l'expropriation des autochtones par la force et la violence. Cette expropriation ainsi que la mise en esclavage de millions d'Africains, ont été légitimées par diverses formes d'idéologies d'exclusion fondées sur la "race" et la religion.

On voit donc apparaître entre le X^{IV}e et le X^{VII}e siècle, les premiers Etats-nations dont la constitution nécessite la formation d'une culture nationale et d'une idéologie nationaliste; le développement inégal aux niveaux international et national ainsi que l'élaboration d'une idéologie de discrimination raciale ou ethnique (pour l'ensemble du processus de constitution des Etats-nations, voir Anderson 1975, Coornaert 1967, Hill 1969, Jordan 1968, Moore 1965, Parry 1967, Wallerstein 1974; pour une synthèse, voir Bernier 1978 a et b).

Il ne s'agit pas ici de suggérer une détermination linéaire et "économiste" dans l'explication des faits ethniques et nationaux, mais bien de souligner les prémisses partielles qui nous semblent indispensables à toute étude sur le sujet. La plus fondamentale demeure le jeu complexe de la lutte des classes, qui met en présence, à l'époque de la formation des premiers Etats nationaux, la grande et la petite noblesse, la monarchie, la bourgeoisie, les artisans, sans oublier la paysannerie, la classe ouvrière en formation, et le sous-prolétariat urbain et rural. Enfin, il nous apparaît essentiel de souligner les deux aspects contradictoires de la réalité de tout Etat national ou de toute nation: d'une part la nécessité de l'inclusion et de l'unification nationale et d'autre part, l'insistance sur les divisions internes, sur les cultures régionales, sur les particularismes physiques ou culturels qui ont pour effet de diviser les classes dominées. L'insistance sur l'unité ou la diversité (ou les deux) dépend de la conjoncture historique spécifique à chaque Etat-nation.

Les traditions théoriques et idéologiques sont à cet égard des plus éclairantes. Qu'il suffise de mentionner ici que dans les premiers Etats-nations capitalistes (France, Grande-Bretagne), l'idéologie de la cohésion nationale l'emporte largement sur la reconnaissance de la différence et donc de la pluri-ethnicité de ces états, et ce tant dans les courants politiques que théoriques (pour la France voir Simon 1976; pour la Grande-Bretagne voir Nairn 1977 a et b). En Espagne, en Italie, en Allemagne et au Japon, le caractère tardif du développement du capitalisme, l'échec des bourgeoisies

régionales mais également la menace d'expansion des puissances industrielles de l'époque (France, Angleterre) expliquent en bonne partie le rôle important qu'ont joué les propriétaires terriens dans l'établissement d'un Etat national et le caractère fondamental de l'intervention étatique dans la mise sur pied d'une structure industrielle. Le nationalisme autoritaire et populiste ainsi que la théorisation raciste (Herrenvolk en Allemagne, Kokutai au Japon) qu'on a retrouvés dans ces pays au XXe siècle, ne peuvent être attribués simplement, suivant la conjoncture, à un "état d'exception" mais représentent, selon nous, l'une des variantes idéologiques du nationalisme (Faye 1973). Que l'on songe au pangermanisme, au pantouranisme, au panarabisme ou au sionisme, et l'on voit apparaître clairement des mouvements qui font appel aux mythes des origines pour fonder la nation. Il est intéressant de remarquer que ces mouvements se cristallisent dans une période de décomposition des solidarités ethniques et territoriales sous l'effet du capitalisme. L'idéologie qui donne une priorité absolue au groupe défini à partir de catégories religieuses, ethniques voire biologiques, représente alors la *réaction* aux transformations sociales et spatiales. Cette réaction – retranchement au sein de l'Etat national – s'est soldée historiquement par des expulsions et des génocides (par exemple: arméniens, tsiganes, juifs). Il faut donc insister sur le fonctionnement de l'idéologie nationaliste qui procède d'un double mouvement: 1) *l'inclusion* par nationalisation des individus possédant des particularités réelles ou imaginaires, 2) *l'exclusion* des déracinés, des "peuples sans-histoires" pour reprendre une formule malheureuse d'Engels. Il est par ailleurs important de noter que les exclusions et les ségrégations servent aussi de moyens d'exploitation: l'idéologie discriminatoire permet ainsi de cantonner certains groupes dans certaines situations de classes précises, particulièrement au sein des couches mal payées du prolétariat industriel. On peut dire, de fait, que la discrimination est partie intégrante du capitalisme, car elle est l'envers du nationalisme, qui est le thème idéologique dominant du capitalisme.

Les courants majeurs d'analyse des questions ethniques sont tributaires de réalités sociales multi-nationales et multi-ethniques. Ainsi la théorie marxiste classique de la question nationale et des minorités s'est développée par rapport aux empires austro-hongrois et russe; alors que les divers courants culturalistes ou fonctionnalistes appliqués à l'ethnicité ont vu le jour dans les anciennes colonies de peuplement, spécialement les Etats-Unis.

Dans les sciences sociales nord-américaines, il y a une production abondante sur la question raciale et l'ethnicité. Mais la majorité des contributions dans ce domaine sont profondément marquées par l'idéologie de la construction nationale par incorporation d'éléments d'origines diverses (*melting pot*), excluant toutefois les Noirs, les Indiens et les Asiatiques. Soulignons que malgré un intérêt soutenu et des travaux de valeur inégale sur les relations ethniques et raciales, le biologisme et le psychologisme y fondent souvent l'explication des rapports sociaux. Dans les études de stratification ethnique ou celles du courant "pluraliste", en dépit de la

subtilité de l'argumentation, se dévoile une constante: la méconnaissance profonde de la lutte des classes. Dans ce numéro, Bernier, Elbaz et Lavigne tentent de procéder à une réévaluation critique de cette littérature sociologique.

Dans la tradition marxiste, on ne peut, comme l'ont déjà remarqué plusieurs auteurs (Bourque 1977, Poulantzas 1978, Rodinson 1968), trouver une théorie achevée ni de la nation ni de l'Etat. Nous relevons cependant là aussi une constante qui va de Marx aux théoriciens de la 2e Internationale: le primat des classes et de leur *lutte* sur la nation. Malgré la nuance des positions implicites ou explicites des différents auteurs (Marx, Engels, Kautsky, Luxembourg), il y a globalement une sous-estimation du phénomène national ainsi que de ses effets idéologiques et politiques (et ce en dépit des remarques circonstanciées de Marx sur le cas irlandais). Néanmoins, au début du siècle, la désagrégation des empires multi-nationaux va poser deux problèmes majeurs autour desquels s'articuleront les discussions sur la question nationale. Tout d'abord, celui de la non-correspondance entre l'Etat et les nationalités. Cette situation favorisera l'éclosion des revendications nationales auxquelles le mouvement ouvrier sera confronté. Ensuite, celui de l'organisation du prolétariat à partir de l'appartenance de classe ou ethnico-nationale. A ces questions de stratégie et d'organisation qui jalonnent cette période, les "internationalistes intransigeants" (Luxembourg, Pannekoek, Strasser) opposent la lutte révolutionnaire du prolétariat, considérant qu'il y a une antinomie entre le nationalisme (idéologie bourgeoise) et l'internationalisme. Cette vision dont on peut apprécier à maints égards la justesse historique élude cependant trop rapidement la prégnance de l'idéologie nationaliste au sein de la classe ouvrière. Cette méconnaissance de l'efficacité de l'idéologie se révélera avec force à travers le social-patriotisme qui s'infiltré au sein des partis social-démocrates lors de la 1^{re} guerre mondiale. La division du mouvement ouvrier sur des bases ethniques et nationales, le chauvinisme que reflète cette conjoncture ne peuvent être attribués uniquement à la trahison des "chefs" (Kautsky, Bernstein) ou à celle de "l'aristocratie ouvrière". En effet, cette division fondée souvent sur des formes d'oppression linguistique ou nationale, limite la cohésion idéologique de la classe ouvrière. Les travaux de Lénine, alimentés par ce contexte particulier, inaugurent une rupture tant au niveau politique que théorique. *Politiquement*, Lénine distinguera entre nations dominantes et nations opprimées. A ces dernières le droit à l'autodétermination doit être reconnu comme un droit démocratique absolu mais dont l'application reste subordonnée aux intérêts du prolétariat. Théoriquement, c'est sous son instigation que Staline se livre à une étude sur la question. La définition positive et empiriste de la nation qu'il élabore s'avérera dans les faits à la fois problématique et scholastique.

L'école austro-hongroise tentera de mettre à jour les fondements matériels et culturels des nations et nationalités. Pour Bauer, la nation est une communauté de culture et de caractère ayant des bases concrètes et

historiques. Dans cette perspective, la nation n'est pas seulement la représentation imaginaire et mythique qui rassemble des individus divisés structurellement au sein des rapports de production, mais également une forme d'organisation sociale dont la pérennité doit être envisagée même après l'instauration du socialisme.

Sans entrer ici dans le débat complexe qui entoure ces points de repère schématiques, notons toutefois les difficultés qu'ont eu les marxistes d'une part à définir ce que recouvre socialement et politiquement le vocable de la nation, et d'autre part de lier dialectiquement classes sociales et question nationale. Ces écueils se sont traduits historiquement soit dans le national-socialisme, soit dans l'internationalisme abstrait. Enfin la prééminence du nationalisme comme question théorique et politique depuis deux siècles s'avère être l'une des difficultés incontournables à laquelle le marxisme doit faire face. Cela semble patent depuis quelques années où l'effet conjugué de l'internationalisation du capital, du fractionnement de la classe ouvrière sur une base ethnique ou raciale, de la crise de l'Etat, a eu comme incidences théorique et politique, les interrogations dont la littérature récente fait état. On peut dire sans ambages que les travaux marxistes se démarquent actuellement entre deux pôles. L'un situe les problèmes ethniques et nationaux à l'intérieur de la lutte des classes. Ce faisant, il s'objecte à considérer la nation comme une essence transhistorique, comme le fait premier autour duquel s'organisent les rapports sociaux. Par contre, il reconnaît l'efficacité de l'utilisation idéologique des aspects ethniques et nationaux ainsi que leur dynamique propre. L'autre insiste sur la "centralité" de l'Etat et ses effets homogénéisateurs et voit dans la prise de conscience ethnico-nationale une forme nouvelle de saper les fondements politiques de l'Etat en crise. La dévolution du pouvoir réclamée par les néo-nationalismes représenterait alors un détour-relai des luttes de classes. Certains vont jusqu'à y entrevoir une dynamique qui préfigure le dépérissement de l'Etat.

A partir de ces réflexions, nous identifions quatre problèmes majeurs dans l'étude des minorités ethniques et du nationalisme. Nous les passerons en revue très brièvement.

Le premier porte sur le contenu souvent imprécis des notions d'ethnicité, de groupes ethniques et de nation. Ce laxisme conceptuel est critiqué par plusieurs auteurs, mais il persiste néanmoins. Par exemple la démarcation entre les réalités auxquelles réfèrent les notions de nation, peuple et Etat n'est pas claire. Certains les voient comme équivalentes, d'autres tentent de les distinguer uniquement par le biais du cadre territorial de l'appareil politique. Par ailleurs, des problèmes se posent dans la conceptualisation des relations entre peuple et ethnie, ethnie et nation, oppression nationale et conscience de classe, etc. De nouveau, on se retrouve devant des notions fluides où l'usage idéologique courant prédomine souvent. Les difficultés de définition n'en n'ont pas moins été abordées par divers auteurs qui y ont apporté des solutions diverses et quelquefois contradictoires (cf. entre autres,

Amin 1973 et 1976, Bourque 1977, Petersen 1975, Poulantzas 1978, Rodinson 1968, Sanvoisin 1968, Smith 1971). Dans ce numéro, ces problèmes sont implicites aux articles de Bernier, Elbaz et Lavigne, de Halary, de Rousseau et de Zylberberg.

Le second problème porte sur la présence ou non de problèmes ethniques dans les sociétés pré-capitalistes. Il s'agit d'une question épineuse sur laquelle nous ne donnerons que quelques indications sommaires bien que trois articles de ce numéro y touchent directement: ceux de Copans, de Desmarais et de Meillassoux. Si l'on définit l'ethnicité sur la base d'un mode de vie particulier, c'est-à-dire des façons spécifiques de produire, de vivre dans un milieu donné, reconnues comme telles dans un groupe humain et par les groupes qui l'avoisinent, alors on peut dire que l'ethnicité existe dans les sociétés pré-capitalistes. L'aire d'extension et par conséquent la base d'identification des groupes varient d'une époque à l'autre, selon le mode de production; c'est-à-dire selon les rapports de production et le niveau atteint par les forces productives. Par exemple les sociétés de chasseurs-cueilleurs se définiront sur la base de bandes dispersées, ayant peut-être chacune un nom, mais pouvant aussi utiliser une appellation tribale commune pour désigner l'ensemble des bandes. Par contre les royaumes fondés sur l'agriculture auront une identité beaucoup plus prononcée (cf. l'article de Desmarais) même si leur existence peut être relativement courte et même si les groupes qui les constituent peuvent, lors de sa dissolution, se reconnaître à nouveau comme groupes distincts. C'est ce qui ressort clairement des articles de Copans et de Meillassoux dans cette publication. Il faut cependant faire une distinction claire entre sociétés de classes et sociétés sans classes. Dans les sociétés où les distinctions de classe n'existent pas, c'est-à-dire où il n'y a pas d'extorsion suivie de surtravail, appuyée par un appareil politique qui concentre la force coercitive au moyen d'une administration et d'une armée séparée du peuple, les groupes humains s'identifient les uns par rapport aux autres, peuvent être hostiles les uns envers les autres, et l'un peut même en exterminer d'autres, mais à aucun moment l'identité ethnique ne sert à asseoir l'extorsion continue du surtravail. Par contre l'apparition des sociétés de classes, même là où elles ne sont qu'embryonnaires comme dans le Rwanda pré-colonial (dont nous ne croyons pas toutefois qu'il fut féodal) entraîne la possibilité de l'utilisation de l'ethnicité à des fins d'exploitation. Cependant, à notre avis, ce n'est qu'avec l'apparition du capitalisme et de l'Etat national que l'ethnicité est devenue un moyen important et généralisé de justification de l'exploitation.

Le troisième problème a trait aux relations entre ethnies ou nation et les classes sociales. Il s'agit d'un problème à la fois théorique et politique qui est au centre des débats actuels. On peut à ce sujet noter diverses positions, dont quelques unes seront brièvement traitées ici. Certains auteurs donnent la primauté théorique et politique aux classes sociales. Néanmoins, on peut remarquer des divergences au niveau de la signification qu'il faut accorder à la conscience nationale dans la lutte des classes. Ainsi, dans ce numéro,

Halary considère positivement la conscience nationale opprimée comme la forme première que prend la conscience de classe à l'époque actuelle. Au contraire, Zylberberg s'inscrit négativement à l'égard d'une telle interprétation; pour cet auteur, le nationalisme est une "mystification" qui fait appel à des oppressions réelles pour leur substituer une libération illusoire. Se situant strictement au plan des relations entre ethnicité et classes sociales, Bernier, Elbaz et Lavigne ainsi que Rousseau, insistent sur l'utilisation idéologique de l'ethnicité dans la lutte des classes.

Enfin plusieurs travaux nient l'importance de la lutte des classes dans la compréhension de l'ethnicité, donnant la primauté à l'identité nationale ou ethnique. Toutefois, la plupart des auteurs américains, tout en reconnaissant l'importance des classes sociales, construisent néanmoins leur analyse des ethnies sans y faire référence. Dans ce contexte les concepts de majorité et de minorité remplacent souvent celui de classes sociales comme catégories recouvrant la distribution différentielle de la richesse et du pouvoir. Ainsi, dans ce numéro, l'article de Caldwell montre la transformation des anglophones du Québec, auparavant partie d'une majorité dominante à l'intérieur du Canada, devenant maintenant minorité dans le cadre du Québec actuel.

Le quatrième problème concerne la signification politique qu'il faut accorder aux questions nationales et ethniques contemporaines. Ce problème est certainement l'un des plus complexes dans la mesure où les réponses politiques que commandent de telles questions dépendent concrètement de chaque cas historique. Il faut noter néanmoins que l'influence des luttes de libération nationale du Tiers-Monde, où la question nationale a servi comme adjuvant à la lutte des classes (Chine, Corée, Vietnam), est perceptible dans les mouvements séparatistes au sein des pays occidentaux. Il est difficile ici de juger de l'application des analyses "tiers-mondistes" hors de leur contexte. Cependant, l'issue révolutionnaire dans les pays capitalistes "avancés" semble lointaine et les causes sont multiples sans doute. Certains mouvements ou auteurs (Nairn 1977 a et b) considèrent néanmoins que la conjoncture présente nécessite d'interpréter la prolifération des micro-nationalismes comme un *détour* dont les effets (la désintégration des grands Etats-nations) peuvent mener à la libération nationale et sociale de la classe ouvrière. Cette problématique est symptomatique d'une part de la division réelle du mouvement ouvrier national et international et d'autre part, de la concentration mondiale du capital. Cette situation exige sans aucun doute un effort théorique particulier; mais à notre avis, il faut éviter d'accommoder le marxisme et le nationalisme. Jugement orthodoxe, rétorqueront certains; mais nous doutons que la libération de l'oppression nationale et la révolution sociale puissent se faire seulement à travers la balkanisation des grands Etats. Non que des transformations sociales radicales soient structurellement impossibles dans les petits Etats, cependant elles dépendent des alliances de classe et de la place hégémonique ou non du prolétariat au sein de cette alliance. En effet, on ne peut nier la politisation de l'ethnicité et du

nationalisme, mais nous refusons de l'attribuer abstraitement à une contestation des masses contre l'étatisme et le bureaucratisme, comme certains le stipulent (Bell 1975; ainsi que les "marxistes nationalitaires"). S'il est vrai que l'atomisation des rapports sociaux renvoie les individus à leur appartenance ethnique ou nationale pour y retrouver des lieux d'identification et de sécurisation, il n'en demeure pas moins que le fondement du régionalisme est le développement inégal dont la cause réside dans la division du travail capitaliste. Par contre, l'importance des phénomènes ethniques et nationaux ne peut être éludée. Notamment, comment faut-il entrevoir la relation entre les luttes pour les droits nationaux, conçus comme des droits démocratiques dans le cadre de la société bourgeoise et la lutte révolutionnaire conçue comme la lutte des classes dominées sous la conduite du prolétariat? On peut adopter à ce sujet la position de Lénine (1905) pour qui la lutte pour les droits démocratiques n'est qu'un moyen pour mobiliser les masses. Mais dans ce cas, on risque d'ignorer des contradictions secondaires importantes, entre autres la discrimination raciale, ethnique ou sexuelle, pour se concentrer uniquement sur la contradiction principale bourgeoisie-prolétariat. Or le caractère principal de cette contradiction lui donne sans aucun doute la primauté, mais non l'exclusivité. Et la solution (ou la non-solution) de contradictions secondaires influe grandement sur le maintien de la contradiction principale. Une autre position consiste à donner la primauté absolue aux droits nationaux. C'est à peu près ce que soutiennent les nationalistes. Dans ce cas, la question nationale l'emporte sur les conflits de classes, la nation transcende les classes.

Entre ces deux pôles peuvent se situer diverses positions qui toutes tentent de solutionner à la fois la contradiction principale et les contradictions secondaires: tâches dont l'acuité est reflétée par les divergences importantes de points de vue, même à l'intérieur des tenants de ce courant.

Comme on peut le voir, le débat actuel sur les problèmes d'ethnicité et de nationalisme est complexe et comporte diverses orientations. Dans ce numéro, nous avons tenté de présenter différents points de vue, au sujet de cas divers, tant dans les pays capitalistes européens et américains que dans les pays du Tiers-Monde. Nous sommes conscients de ne pas avoir inclus toutes les positions possibles: les problèmes d'identité ethnique, de frontières, de signification des différences, qui sont traités par les fonctionnalistes et certains structuralistes, ont été laissés de côté, de même que ceux qui touchent à l'organisation interne des groupes d'immigrants. La majorité des travaux présentés ici utilisent le matérialisme historique comme cadre de référence analytique. Mais nous croyons quand même que les problèmes soulevés par les articles de ce numéro sont assez représentatifs des débats actuels sur l'ethnicité et le nationalisme.

RÉFÉRENCES

AMIN S.

1973 *Le développement inégal*. Paris: Editions de Minuit.

1976 *La nation arabe*. Paris: Editions de Minuit.

ANDERSON P.

1975 *Lineages of the Absolutist state*. London: New Left Books.

BELL D.

1975 "Ethnicity and Social change":141-175, in N. Glazer and D.P. Moynihan (eds) *Ethnicity: theory and experience*. Cambridge: Harvard University Press.

BERNIER B.

1978a "Classes sociales et idéologie raciste dans les colonies de peuplement", in *Compte rendu du colloque de la société d'Etudes Ethniques* (à paraître).

1978b "L'établissement de l'Etat national Canadien", in *Compte rendu de la rencontre annuelle de la Société canadienne d'ethnologie* (à paraître).

BOURQUE G.

1977 *L'Etat capitaliste et la question nationale*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

COORNAERT E.L.J.

1967 "European economic institutions and the New World, the Chartered companies": IV, 223-274, in E.E. Rich et C.H. Wilson (eds), *The Cambridge Economic History of Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

FAYE J.P.

1973 *Langages totalitaires*. Paris: Hermann.

GLAZER N. et Moynihan D.P. (eds)

1975 *Ethnicity: Theory and Experience*. Cambridge: Harvard University Press.

HALARY C. et Mascotto J.

1978 *Dialectique matérialiste et nationalisme historique*. Texte miméographié, Département de Sociologie, Université du Québec à Montréal.

HILL C.

1969 *Reformation to Industrial Revolution*. New York: Penguin Books.

HOBSBAWM E.

1971 "Some reflections on nationalism":385-406, in P.J. Nossiter et als. (eds), *Imagination and Precision in the Social Sciences*. London: Faber and Faber.

1977 "Some reflections on the "Break-up of Britain"", *New Left Review*, 105:3-24.

JORDAN W.D.

1968 *White over Black*. Baltimore: Penguin Books.

LÉNINE V.I.

1905 *Que faire*. Paris: Editions Sociales.

MOORE B. Jr.

1969 *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*. Paris: François Maspero.

- NAIRN T.**
 1977a *The Break-up of Britain*. London: New Left Books.
 1977b "The Twilight of the British state", *New Left Review*, 101-2:3-61.
- PARRY F.H.**
 1967 "Transport and Trade routes": IV, 155-219, in E.E. Rich et C.H. Wilson (eds), *The Cambridge Economic History of Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- PETERSEN W.**
 1975 "On the subnations of Western Europe":177-208, in N. Glazer et D.P. Moynihan (eds), *Ethnicity: Theory and Experience*. Cambridge: Harvard University Press.
- POULANTZAS N.**
 1978 *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*. Paris: Presses Universitaires de France.
- RODINSON M.**
 1968 "Le marxisme et la nation", *L'Homme et la Société*, 7:131-149.
- SANVOISIN J.**
 1968 "Rapport entre mode de production et concept de nation dans la théorie marxiste", *L'Homme et la Société*, 7:151-159.
- SIMON P.J.**
 1976 "L'Etude des relations inter-ethniques et des relations raciales dans la sociologie française":125-140, in G. Balandier (éd.), *Questions à la Sociologie française*. Paris: Presses Universitaires de France.
- SMITH A.D.**
 1971 *Theories of Nationalism*. London: Duckworth.
- WALLERSTEIN I.**
 1974 *The modern world system*. New York: Academic Press.

GUIDE BIBLIOGRAPHIQUE

1. Etudes sur le nationalisme

- AKZIN B.**
 1964 *State and nation*. London: Hutchinson.
- ARENDT H.**
 1945 "Imperialism, Nationalism, Chauvinism", *Review of Politics*, 7:441-463.
- BARON S.**
 1960 *Nationalism and Religion*. New York: Meridian Books.
- CARR E.H.**
 1945 *Nationalism and after*. London: Mac Millan.

- DEUTSCH K.W.
1966 *Nationalism and Social Communication*. New York: M.I.T. Press.
- EMERSON R.
1960 *From Empire to Nation*. Cambridge: Harvard University Press.
- HAYES C.J.H.
1960 *Nationalism: a religion*. New York: Mac Millan.
- KAMENKA E (éd.)
1976 *Nationalism, the Nature and Evolution of an Idea*. London: Edward Arnolds.
- KEDOURIE E.
1960 *Nationalism*. London: Hutchinson.
- KOHN H.
1967 *The Idea of Nationalism*. New York: Mac Millan.
- SETON-WATSON H.
1965 *Nationalism, old and new*. Sydney: University Press.
- SHAFFER B.
1972 *Faces of Nationalism: New Realities and old Myths*. New York: Harcourt and Brace.
- SMITH A.D.
1971 *Theories of Nationalism*. London: Duckworth.
1973 "Nationalism", *Current Sociology*, XXI, 3.

2. Marxisme et question nationale

- AVINERI S. (éd.)
1969 *Marx on Colonialism and Modernisation*. New York: Anchor Books.
- BLOOM S.F.
1941 *The world of Nations, a study of the national implications in the work of Karl Marx*. New York: Columbia University Press.
- BOERSNER D.
1957 *The Bolsheviks and the National and Colonial question*. Genève: Droz.
- CARRÈRE D'ENCAUSSE H.
1971 "Unité Proletarienne et diversité nationale: Lénine et la théorie de l'autodétermination", *Revue Française de Science politique*, XXI, 2:221-255.
- DAVIS H.B.
1967 *Nationalism and Socialism: Marxist and Labour theories of Nationalism*. London: Monthly Review Press.
- HAUPT G. et al.
1976 *Les Marxistes et la Question Nationale*. Paris: François Maspero.

- MANDEL E.
1973 "Question nationale et lutte de classes dans les pays impérialistes",
Contradictions, 3:35-52.
- MOLNAR M.
1975 *Marx, Engels et la politique internationale*. Paris: Gallimard.
- NIN A.
1975 *Les mouvements d'émancipation nationale*. Paris: Syros.
- RODINSON M.
1968 "Le Marxisme et la nation", *L'Homme et la Société*, 7:131-149.
- SANVOISIN F.
1968 "Rapport entre mode de production et concept de nation dans la théorie
marxiste", *L'Homme et la Société*, 7:151-159.
- SHAHEEN S.
1966 *The communist theory of self-determination*. The Hague.
- TERRAY E.
1973 "L'Idée de nation et les transformations du capitalisme", *Les Temps
Modernes*, 324-325-326:492-508.

On peut consulter également les dossiers sur la question nationale parus
dans les revues suivantes:

CRITIQUE COMMUNISTE

- 1976 "Le Marxisme et la Question nationale", no 10.

PARTISANS

- 1971 "Le Domaine national", nos 59-60-61. Paris: François Maspero.

LES TEMPS MODERNES

- 1973 "Les Minorités nationales en France", nos 324-325-326. On pourra se référer
aux annexes bibliographiques de ce numéro, en ce qui concerne les
mouvements autonomistes en France.

PUBLICATIONS RÉCENTES

ARNAUD N. et Dofny J.

- 1977 *Nationalism and National Question*. Montréal: Black Rose Books.

BOURQUE G.

- 1977 *L'Etat capitaliste et la Question nationale*. Montréal: Presses de l'Université
de Montréal.

BLOCK B. et Dworkin G.

- 1977 *The I.Q. Controversy*. London: Quartet Books..

ESMAN M.J. (éd.)
1977 *Ethnic conflict in the Western world*. New York: New York University Press.

EYSENCK H.J.
1977 *L'Inégalité de l'homme*. Paris: Editions Copernic.

HALL R.L. (éd.)
1977 *Black separatism and social reality: Rhetoric and Reason*. New York: Pergamon Press.

HÉBERT J.P.
1977 *Race and Intelligence*. Paris: Editions Copernic.

HUTTENBACK R.A.
1976 *Racism and Empire: the white settlers and colored immigrants in the british self governing colonies, 1830-1910*. London: Cornell University Press.

OCHSENWALD W.L. and Haddad W.W. (eds)
1977 *Nationalism in a non-national state*. Columbus: Ohio University Press.

REVUES

CANADIAN ETHNIC STUDIES / ETUDES ETHNIQUES AU CANADA

Revue interdisciplinaire consacrée à l'étude de l'ethnicité de l'immigration, des relations entre groupes. (University of Calgary, 2920-24 Avenue N.W., Calgary, Alberta, Canada)

ETHNIC AND RACIAL STUDIES

Nouvelle revue internationale traitant des relations ethniques, culturelles et raciales. Le premier numéro vient de paraître. (Routledge Journals, 9 Park Street, Boston, Mass. 02108, U.S.A.)

MINORITY RIGHTS GROUP

Publie des dossiers sur les minorités ethniques et nationales. Exemple: The Rom; The Gypsies in Europe; Les Basques; Israël's oriental immigrants and druzes; The montagnards of South Vietnam; Japan's outscates; The problem of Burakumin, etc... (M.G.R. Benjamin Franklin House, 36 Craven Street, London, England)

PLURIEL

Revue spécialisée "dans les recherches sur les sciences sociales portant sur les relations inter-ethniques, les relations raciales, les contacts culturels, les problèmes des minorités et la question nationale". Elle a diffusé à ce jour 13 numéros où l'on retrouve tant des études, des documents inédits que des débats. (Pluriel Cedrasemi, 6 rue de Tournon, 75006, Paris)

RACE AND CLASS

Revue consacrée principalement mais non exclusivement à des travaux portant sur les luttes anti-racistes et anti-impérialistes. (Institute of race relations, 247 Pentoville Road, London, England)